

Le MDRP et l'OSAA organisent une vidéoconférence en prévision de la Conférence internationale sur le DDR et la Stabilité en Afrique

A&N No. 18 – 30 août, 2006



Les participants des Nations Unies à New York

Le 24 août 2006, les Nations Unies (ONU) et le Programme Multi-Pays de Démobilisation et Réintégration (MDRP) organisèrent une vidéoconférence préparatoire pour la Conférence internationale sur le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (DDR) et la Stabilité en Afrique qui se déroulera, en février 2007, à Kinshasa. Des représentants de l'Angola, du Burundi, de la République centrafricaine, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, de

l'Ouganda, et du Rwanda ainsi que du Gouvernement belge, des Nations Unies et du Secrétariat du MDRP participèrent à l'événement.

La Conférence internationale sur le DDR et la Stabilité en Afrique, organisée par le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique (OSAA) en collaboration avec le Gouvernement belge, fait suite à un événement similaire qui s'est déroulé en juin 2005, à Freetown, au Sierra Leone. Cette année, la conférence, tout en conservant des ambitions panafricaines, se concentrera plus particulièrement sur le DDR dans la Région des Grands Lacs. Le but de cet événement est d'encourager le dialogue et le partage d'expériences, particulièrement entre acteurs africains, de façon à identifier des bonnes pratiques et des leçons apprises dans le domaine du DDR.



Joseph Mbossa et Michel Ngakala, Haut Commissaire pour la réintégration des ex-combattants, République du Congo



Bruno Donat et Maria Correia du Secrétariat MDRP

Durant la vidéoconférence, les participants eurent l'opportunité de discuter les thèmes directeurs de la conférence, leurs pertinences au niveau régional et national, ainsi que de suggérer d'autres sujets qu'ils souhaiteraient voir adressés à la conférence. Patrick Hayford, Directeur du OSAA commença la discussion en présentant les quatre sujets sélectionnés par les Nations Unies comme possibles thèmes directeurs, c'est-à-dire, les combattants sur sol étranger ; le DDR et la justice transitionnelle ; les enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) ; et le lien entre la réforme du secteur sécuritaire (SSR) et le DDR.

Actualités et à noter

Plusieurs participants soulignèrent l'importance de ces sujets et leur pertinence au niveau national et régional. P.K.K Onega, Directeur de la Commission d'Amnistie Ougandaise explique : « Ce sont des thèmes qui posent problèmes à de nombreux pays africains impliqués dans des processus de DDR. Je pense qu'avec suffisamment de temps et de discussions constructives, ces thèmes pourront servir de fil conducteur pour les projets DDR dans nos pays respectifs. »

Les participants suggérèrent aussi une variété d'autres thèmes qu'ils désiraient voir inclus dans l'agenda de la conférence, comme par exemple, le rôle crucial que jouent la bonne gouvernance et la démocratie durant la transition entre guerre et paix.

La délégation centrafricaine nota ainsi l'importance, « ... d'établir un lien entre la stabilité et la transition démocratique, » car expliquèrent-ils, « sans bonne gouvernance, sans transitions démocratiques, nous n'aurons pas de stabilité. »



Les participants du Burundi

La délégation burundaise indiqua de façon similaire la nécessité d'examiner le lien entre les programmes de DDR et la stabilité régionale et, en particulier, le lien entre les combattants sur sol étranger et les réfugiés ainsi qu'entre le trafic d'armes légères et le DDR, en notant que des frontières poreuses et un flux continu d'armes entravent la mise en place des projets DDR à travers la région.

La vidéoconférence donna aussi aux participants l'occasion de réitérer la nature provisoire des projets MDRP et la nécessité de développer des liens entre les programmes de DDR et les projets de développement au long-terme.

De façon à faciliter la dissémination des bonnes pratiques et des leçons apprises en matière de DDR, Daniel Kawata, Coordinateur Général de la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion en RDC (CONADER) suggéra que la conférence comprenne une série de mini-évaluations des différents programmes déjà en place de façon à permettre aux participants de tirer des leçons du passé.

« Nous n'avons pas toujours le temps de discuter les programmes de DDR, » explique-t-il. « Nous avons besoin d'apprendre du passé, d'avoir une vue d'ensemble de ce qui a déjà été fait ailleurs de façon à identifier les pratiques vraiment efficaces en terme de DDR. »



P.K.K. Onega, Directeur de la Commission d'Amnistie Ougandaise

Patrick Hayford, prenant note des suggestions, annonça que l'OSAA synthétisera les informations reçues de façon à réviser l'aide-mémoire contenant les objectifs et les thèmes de la conférence. Le document sera ensuite soumis pour commentaire. Les préparations vont maintenant se concentrer sur la logistique et de l'aspect technique de la conférence.

Pour de plus amples informations sur le MDRP, veuillez visiter http://www.mdrp.org/French/index_fn.htm, ou contacter Bruno Donat, Chargé de la communication au Secrétariat MDRP à la Banque mondiale, à info@mdrp.org.